



COORDINATION GÉNÉRALE
RASSEMBLEMENT UNITAIRE

COMMUNIQUÉ

N° 11/COM/ALRU/2025

RELATIF AU DIALOGUE POLITIQUE INCLUSIF EN RCA

Ayant dès sa création, à travers la Déclaration de Paris du 5 avril 2025, inscrit le dialogue politique inclusif parmi ses objectifs majeurs de lutte, le **RASSEMBLEMENT UNITAIRE** considère un tel dialogue comme l'unique et dernière chance de résoudre pacifiquement les graves maux qui minent notre cher pays, la République Centrafricaine, sur les plans tant politique, économique que social. Pour lui, l'enjeu du dialogue ne peut être que de dégager un consensus national multidimensionnel qui permettra non seulement d'apaiser l'explosif climat politique et électoral actuel, mais aussi de réconcilier durablement le pays avec lui-même et de le remettre sur la voie d'un progrès qui profite à tous les Centrafricains.

Le **RASSEMBLEMENT UNITAIRE** observe dans le même sens et avec gravité, sur la base des signaux objectifs issus de notre situation nationale, que l'absence de dialogue ou son échec aura fatalement pour effet de plonger notre pays dans une nouvelle crise plus grave encore que les précédentes, aux conséquences dramatiques incalculables pour nos compatriotes.

C'est donc vivement préoccupé que le **RASSEMBLEMENT UNITAIRE** a pris connaissance de la lettre adressée ce 26 septembre 2025 par le Premier Ministre, M. Félix MOLOUA, au Coordonnateur du BRDC, Me Crépin MBOLI GOUMBA. Car cette lettre, comme le souligne à juste titre le BRDC, n'est rien d'autre qu'un refus catégorique de tout dialogue sérieux avec les démocrates Centrafricains.

Avec cette lettre du 26 septembre le pouvoir de Bangui, en plus de prendre la lourde responsabilité de projeter notre pays dans un avenir incertain, montre aussi clairement à la face du monde que son acceptation du dialogue avec l'opposition n'était qu'une manœuvre dilatoire de plus, et que son réel objectif reste de confisquer durablement le pouvoir, avec l'appui de la Communauté internationale et grâce à des « élections » qui s'annoncent d'ores et déjà truquées.

Le **RASSEMBLEMENT UNITAIRE** saisit la présente occasion pour souligner devant l'opinion nationale et internationale le caractère grossier et spécieux des arguments avancés par le pouvoir de Bangui à l'appui de son refus de dialogue :

- Est grossier et spécieux, d'abord, l'argument selon lequel « *La République Centrafricaine est un État souverain avec des institutions légitimes et fonctionnelles, capables d'assurer des dialogues directs entre Centrafricains* ». Car, c'est ce même pouvoir :
 - Qui a rejeté en 2017 l'Initiative parlementaire pour un dialogue centrafricano-centrafricain au profit d'une initiative de l'Union africaine et de la CEEAC (qui a débouché sur la Feuille de route de Luanda, toujours en vigueur et qui n'a pas fait ses preuves) ;
 - Qui a, en 2019, préféré au dialogue national réclamé par toutes les Forces Vives de la Nation des négociations avec les seuls groupes armés, pilotées par les mercenaires du Groupe Wagner, sous l'égide de l'Union africaine et de la CEEAC, et se déroulant à l'étranger, à Khartoum précisément (accords de Khartoum) ;
 - Qui a plus récemment, en cette année 2025, confié selon son propre aveu à un gouvernement étranger, à savoir celui du Tchad, les négociations, la conclusion et la garantie d'application d'un accord avec deux chefs de guerre étrangers opérant en RCA (voir sur ce point les communiqués des 10 et 16 juil. 2025 du R.U., n° 05/COM/ALRU/2025 et n° 06/COM/ALRU/2025).
- Est grossier et spécieux, ensuite, l'argument qui consiste à renvoyer au processus électoral en cours et aux prétendus mécanismes de concertation et de dialogue qu'ils renfermeraient. Car il est de notoriété publique que ce processus électoral est précisément un des points majeurs qui pose problème, car comportant tous les ingrédients susceptibles de conduire à une grave crise post-électorale.
- Est grossier et spécieux, enfin, l'argument qui consiste à considérer comme irrecevables, parce qu'incongrue, des demandes relatives au format du dialogue. Car tout dialogue, y compris tous ceux qui ont été menés par le passé dans notre pays, commence nécessairement par la recherche d'une entente sur son format et sur les garanties de sincérité et d'utilité du dialogue ainsi que de sécurité pour les participants. Il s'agit là d'un point crucial pour établir la confiance, dans un contexte où celui-ci fait forcément défaut.

Force est ainsi de constater l'absence flagrante de volonté politique de dialoguer de la part du pouvoir de Bangui. Le recours à ces arguments atteste aussi de la ferme volonté de ce pouvoir de passer une fois de plus en force.

Le RASSEMBLEMENT UNITAIRE insiste également, avec gravité, auprès de l'opinion nationale et internationale sur le fait que ce refus de tout dialogue avec les citoyens et les Forces Vives de la Nation n'est que la conséquence logique d'un pouvoir devenu autiste ; et dont l'autisme s'appuie sur la protection personnelle et exclusive que les forces étrangères et internationales assurent à ce pouvoir contre sa propre population. Il en va ainsi :

- **Du Groupe Wagner.** Chargé d'assurer la protection personnelle de M. TOUADÉRA en contrepartie du droit de piller les ressources du pays, ce groupe dirige de fait l'État, y compris dans sa dimension sécuritaire, avec une garantie absolue d'impunité pour toutes exactions que ses éléments commettent sur la population : enlèvements ; tueries de masse ; arrestations, détentions et exécutions extra-judiciaires ; viols ; imposition du travail forcé et réduction à l'esclavage, etc.
- **Des forces bilatérales rwandaises.** Chargés comme Wagner d'assurer la protection personnelle de M. TOUADÉRA en contrepartie de contrats miniers et forestiers ainsi que de larges concessions foncières, ces forces sont utilisées, en appui de Wagner et de la MINUSCA, contre les populations, comme c'est le cas dans l'Est du pays, spécialement dans le Haut-Mbomou ;
- **De la MINUSCA,** laquelle a totalement perdu de vue la mission, à elle confiée par le Conseil de sécurité, de protéger la population civile et de servir d'appui au retour à un ordre constitutionnel véritablement démocratique. Il suffit de comparer l'écart entre les termes de la Résolution 2301 (2016) en date du 26 juillet 2016 et la situation réelle du pays pour constater l'échec patent : **1)** *« Parvenir d'urgence à une véritable réconciliation inclusive dans le pays, notamment en luttant contre la marginalisation et en répondant aux revendications locales de toutes les composantes de la société sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine, y compris au moyen de politiques nationales sur le développement économique et le recrutement dans la fonction publique, pour promouvoir les initiatives de réconciliation aux niveaux régional, national, préfectoral et local, notamment par des élections locales »* ; **2)** promouvoir le *« rôle crucial de la société civile dans le processus de paix et de réconciliation pour ce qui est de faire en sorte que la solution politique s'attaque aux causes profondes du conflit »* ; **3)** *« Il importe de respecter la Constitution pour garantir la stabilisation et le développement de la République centrafricaine à long terme »*.
Or, tournant le dos à ce mandat, la MINUSCA est devenue au fil du temps, spécialement sous l'autorité de sa cheffe rwandaise Mme RUGWABIZA, une alliée de M. TOUADÉRA dans son œuvre d'élimination de la démocratie et d'installation de la dictature : ne l'a-t-on pas vue assurer la logistique des hold-up électoraux de 2016 et 2020 et apporter son appui multiforme au coup d'État constitutionnel de 2023 ?
Pire encore, en totale violation de la propre Convention des Nations Unies de 1989 contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, la MINUSCA collabore quotidiennement avec le Groupe Wagner, groupe d'authentiques mercenaires sans foi ni loi, qui exerce la réalité du pouvoir dans le pays.

Fort de l'ensemble de ce qui précède, le RASSEMBLEMENT UNITAIRE :

- 1) Tient le pouvoir de Bangui pour seul responsable de la non-tenue du dialogue qui était envisagé, ainsi que de toutes les conséquences qui en résulteront ;
- 2) Constate avec un vif regret, voire une profonde déception, que la communauté internationale et africaine a soutenu et soutient encore la dérive qui aboutit aujourd'hui à une impasse politique et sociale sans précédent ;
- 3) Appelle tous les Démocrates et Résistants Centrafricains à poursuivre et à intensifier la lutte pour le retour à une démocratie et à un État de Droit véritables dans notre pays, ainsi que pour la restauration de la souveraineté du Peuple Centrafricain sur sa terre et dans son pays ;
- 4) Exhorte la Communauté internationale et africaine à mettre un terme à son soutien au régime anti-démocratique et anti-centrafricain de Bangui, et à s'abstenir d'entraver la lutte du Peuple Centrafricain pour sa survie et pour sa libération ;
- 5) En appelle aux Peuples et États de bonne volonté pour qu'ils apportent leur appui à la lutte légitime du Peuple Centrafricain contre la dictature, contre la prédation de ses richesses nationales et contre la marginalisation des Centrafricains dans leur propre pays.

Pour le Peuple Centrafricain et avec lui !

Fait à Paris le 27 septembre 2025



**Pour le Rassemblement Unitaire
Le Coordinateur Général
Pr Jean-François AKANDJI-KOMBÉ**

AMPLIATIONS

- Présidence de la RCA
- Présidence de l'Assemblée nationale de la RCA
- Primature de la RCA
- MINUSCA
- Représentant de l'Union européenne en RCA
- Responsables de l'Union européenne à Bruxelles
- Secrétaire Général des Nations Unies
- Membres du Conseil de sécurité de l'ONU
- Président en exercice de la CEEAC
- Secrétaire Général de la CEMAC
- Représentants des partenaires techniques et financiers bilatéraux et leurs autorités de tutelle
- Médias